

Cadre réservé à l'Office Public de l'Habitat

Date de réception de l'offre :	Heure de réception :
Modalité de remise l'offre :	
Référence du programme ou adresse du logement concerné :	

INFORMATIONS GÉNÉRALES DU CANDIDAT

	Demandeur	Conjoint ou codemandeur
Prénom NOM		
Nom de naissance		
Date et lieu de naissance		
Nationalité		
Adresse		
N° de téléphone		
Email (préciser le mail de chaque demandeur)		
Situation familiale	<input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Veuf(ve) <input type="checkbox"/> Pacsé(e) Date du mariage ou PACS : Lieu :	<input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Veuf(ve) <input type="checkbox"/> Pacsé(e) Date du mariage ou PACS : Lieu :

Autres personnes devant occuper le logement

Prénom	NOM	Date de naissance	M/F	Situation (écolier, collégien, lycéen, étudiant, autre)



Dans quel cadre souhaitez-vous acheter ce logement ?

- Résidence principale
 Résidence secondaire
 Investissement immobilier

Comment nous avez-vous connu ?

- Site internet de l'Office
 Instagram
 Facebook
 Au cinéma
 À la radio
 Bouche à oreille / connaissance
 Affichage sur la voie publique
 Insertion presse
 Salon professionnel (salon maison, salon maison neuve)
 Autre (préciser) : _____

SITUATION PROFESSIONNELLE

	Demandeur	Conjoint ou co-demandeur		
Situation actuelle	<input type="checkbox"/> CDI <input type="checkbox"/> CDD jusqu'au : <input type="checkbox"/> Fonctionnaire <input type="checkbox"/> Demandeur d'emploi <input type="checkbox"/> Artisan / Commerçant <input type="checkbox"/> Retraité <input type="checkbox"/> Sans profession	<input type="checkbox"/> CDI <input type="checkbox"/> CDD jusqu'au : <input type="checkbox"/> Fonctionnaire <input type="checkbox"/> Demandeur d'emploi <input type="checkbox"/> Artisan / Commerçant <input type="checkbox"/> Retraité <input type="checkbox"/> Sans profession		
Profession				
Employeur				
Adresse				
Ressources mensuelles	Demandeur	Codemandeur	Autre personne du foyer	
Salaire net mensuel				
Retraite nette mensuelle				
Retraite complémentaire				
Indemnités journalières				
Indemnités chômage				
Allocation Adulte Handicapé (AAH)				
Allocations Familiales				
Pension alimentaire perçue				
Pension alimentaire versée				
REVENU FISCAL IMPOSABLE (N-2)				

APPORT PERSONNEL

Vous disposez d'un apport personnel :

- Oui / Montant :
 Non

Vous êtes Primo accédant :

- Oui
 Non

Vous êtes éligible au Prêt à Taux Zéro :

- Oui
 Non

Vous êtes éligible au Prêt Action Logement :

- Oui
 Non

Vous êtes éligible au Prêt Accession Sociale (PAS) :

- Oui
 Non

LOGEMENT ACTUEL

	Demandeur	Conjoint ou codemandeur
Vous êtes	<input type="checkbox"/> Locataire d'un logement social <i>Nom de votre bailleur social :</i> <input type="checkbox"/> Gardien employé par bailleur social <i>Nom de votre employeur :</i> <input type="checkbox"/> Locataire du secteur privé <input type="checkbox"/> Propriétaire	<input type="checkbox"/> Locataire d'un logement social <i>Nom de votre bailleur social :</i> <input type="checkbox"/> Gardien employé par bailleur social <i>Nom de votre employeur :</i> <input type="checkbox"/> Locataire du secteur privé <input type="checkbox"/> Propriétaire

Avez-vous déjà acquis :

Un logement auprès d'un organisme HLM
(logement neuf ou ancien en accession sociale)

Oui Non

Un logement locatif conventionnés auprès d'une SEM
ou d'une association foncière logement (AFL)

Oui Non

En cas de réponse affirmative à l'un des cas mentionnés, avez-vous revendu ce logement en raison des motifs suivants :

- Mobilité professionnelle (impliquant un trajet de plus de 70 km entre le nouveau lieu de travail et le domicile) Oui Non
- Logement devenu inadapté à la taille du ménage : Oui Non
- Séparation du ménage : Oui Non

Rappel : « Lorsqu'une personne physique a acquis soit un logement auprès d'un organisme d'habitations à loyer modéré, soit un logement locatif appartenant à une société d'économie mixte ou à l'association mentionnée à l'article L. 313-34 et faisant l'objet d'une convention conclue en application de l'article L. 831-1, elle ne peut se porter acquéreur d'un autre logement appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré ou appartenant à une société d'économie mixte ou à l'association mentionnée à l'article L. 313-34 et faisant l'objet d'une convention conclue en application de l'article L. 831-1, sous peine d'entacher de nullité le contrat de vente de cet autre logement. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas en cas de mobilité professionnelle impliquant un trajet de plus de soixante-dix kilomètres entre le nouveau lieu de travail et le logement, ou si le logement est devenu inadapté à la taille du ménage ou en cas de séparation du ménage, sous réserve de la revente préalable du logement précédemment acquis ». (art. L 443-11, IV, alinéa 2 du CCH).

PIÈCES À FOURNIR

La demande et la date certaine de réception de l'offre ne sera prise en considération que lorsque toutes les pièces demandées ci-dessous auront été fournies.

Copie de la Carte Nationale d'Identité	
Avis d'imposition N-2	
Dernière quittance pour les locataires d'un logement social	
Dernière fiche de paie pour le gardien d'immeuble d'un bailleur social	
Offre d'achat d'un bien immobilier	
3 derniers bulletins de salaires	
Simulation bancaire de l'emprunt envisagé	

Le/les demandeur.s soussigné.s certifie.nt sur l'honneur la véracité des indications fournies dans ce formulaire ainsi que de l'ensemble des pièces jointes y affèrent, sous peine de poursuites pénales.

Je souhaite acquérir le logement situé à l'adresse suivante :

Fait à

Le

Signatures :

Les données sont destinées à l'organisme Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de La Rochelle pour pouvoir étudier votre demande d'acquisition. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, d'opposition et de rectification aux informations qui vous concernent ainsi que du droit à la limitation du traitement et à l'effacement dans le cadre permis par le Règlement Européen.

Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mail à contact@office-agglo-larochelle.fr ou par courrier à OPH CDA La Rochelle 2 avenue de Varsovie 17000 LA ROCHELLE.

Si vous estimez après nous avoir contactés, que vos ayant droits informatique et libertés ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL. Ces données seront conservées jusqu'à l'acte authentique du logement concerné.

Je/Nous soussigné.e.s :

Demeurant :

Nous vous proposons de nous porter acquéreur du bien situé :

au prix de € (*en chiffres et en lettres*)

Je/Nous reconnais.sons que la présente offre d'achat sera étudiée avant toute acceptation selon les modalités prévues aux articles D 443-12-1 du CCH et L 443-11 du CCH (voir ci-après).

Fait à Le

Signature(s) précédée(s) de la mention
**« Lu et approuvé, bon pour offre d'achat
au prix d ...€ » (en chiffres et en lettres)**

Cadre réservé à l'organisme :

Offre reçue le : à h

Extrait de l'article D 443-12-1 du CCH :

« Pour l'application de l'article L. 443-12, la date de remise des offres d'achat est constatée par tout moyen. »

Vente selon ordre de priorité conformément au III de l'article L 443-11 du CCH :

« Les logements vacants des organismes d'habitations à loyer modéré peuvent être vendus, dans l'ordre décroissant de priorité, à :

1. À toute personne physique remplissant les conditions auxquelles doivent satisfaire les bénéficiaires des opérations d'accession à la propriété, mentionnées à l'article L. 443-1 du CCH, parmi lesquels l'ensemble des locataires de logements appartenant aux bailleurs sociaux disposant de patrimoine dans le département, ainsi que les gardiens d'immeuble qu'ils emploient sont prioritaires ;
2. Une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales ;
3. Toute autre personne physique (sans plafond de ressources) ;
4. Pour les PLS de plus de 15 ans : toute personne morale de droit privé. »